

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Étranger (Pays à demi-tarif)	50 fr.	30 fr.
Étranger (Pays à plein tarif)	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Étranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ. TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr
Minimum	10 fr
La page	200 fr
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions finies en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

RADIOTELEGRAMMES

EN MER 24 AVRIL 1939

GOUVERNEUR GÉNÉRAL CAYLA

TANANARIVE

Sur route retour Lomé, apprends votre nomination **Haut-Commissaire République Togo** stop. Vous prie agréer, avec mes vives félicitations, expression fidèle et profond attachement de toute la population togolaise et de son chef pour Gouvernement République et pour vous-même.

Respects

MONTAGNÉ

* * *

Tananarive, 25 Avril 1939

GOUVERNEUR MONTAGNÉ

LOMÉ (Togo)

86 — Vous remercie vivement votre message et vous adresse meilleur souvenir stop. Vous prie être auprès population togolaise interprète mes sentiments bien cordiaux.

CAYLA

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1935-1938

31 décembre — Décrets relatifs au régime du dé-laiement forfaitaire des marins blessés ou malades. (Arrêté de promulgation n° 208 du 18 avril 1939). 196

1939

- 10 février — Décret portant application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies de divers décrets concernant des définitions d'appellations d'origine contrôlées. (Arrêté de promulgation n° 215 du 24 avril 1939). 197
- 18 février — Décret portant approbation du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo (exercice 1939). (Arrêté de promulgation n° 216 du 24 avril 1939). 198
- 15 mars — Décret portant adaptation aux colonies autres que les Antilles et la Réunion, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat relevant du ministère de la loi du 31 mars 1896 relative à la vente des objets abandonnés ou laissés en gage par les voyageurs aux aubergistes ou hôteliers. (Arrêté de promulgation n° 217 du 24 avril 1939) 199
- 20 mars — Décret relatif aux informations militaires. (Arrêté de promulgation n° 218 du 24 avril 1939). 200
- 31 mars — Décret portant publication et mise en application à titre provisoire de l'accord franco-allemand du 10 mars 1939 relatif à l'incorporation des échanges commerciaux entre les territoires allemands des Sudètes et la France dans les relations économiques franco-allemandes. (Arrêté de promulgation n° 219 du 24 avril 1939). 202

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1939

18 janvier — N° 39 — Arrêté complétant l'arrêté n° 65 du 31 janvier 1934 portant règlement général sur le service dans la compagnie de milice. 204

23 mars	— N° 182 — Arrêté modifiant les tarifs pour le transport des marchandises dangereuses, infectes ou inflammables.	204
19 avril	— N° 297 — Décision modifiant la décision n° 588 du 1 ^{er} octobre 1937 portant constitution au territoire du Togo d'un comité d'études techniques du café.	205
25 avril	— N° 223 — Arrêté complétant l'arrêté n° 177 du 23 mars 1939 déterminant les conditions d'organisation et de fonctionnement du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles.	205
25 avril	— N° 224 — Arrêté modifiant l'arrêté n° 520 bis. du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits.	205
Nominations, mutations, etc.	concernant le personnel.	205
Divers.		206

Textes publiés à titre d'information :

1939

19 janvier	— Circulaire relative à l'application, en ce qui concerne les personnels militaires, du décret du 14 janvier 1939, portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire.	208
------------	---	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

Cours officiel des changes.	211
Avis de concours	211
Assurances.	211
Domaines.	211

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Délaissement forfaitaire des marins blessés ou malades

ARRETE N° 208 promulguant au Togo les décrets des 31 décembre 1935 et 31 décembre 1938 relatifs au régime du délaissement forfaitaire des marins blessés ou malades.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 31 décembre 1935 portant règlement d'administration publique pris en exécution de l'article 85 de la loi du 13 décembre 1926 et relatif au délaissement forfaitaire des marins blessés ou malades;

Vu le décret du 11 février 1938 complétant le décret du 31 décembre 1935 susvisé; (arrêté de promulgation n° 232 du 20 avril 1938);

Vu le décret du 31 décembre 1938 relatif à l'application du décret du 31 décembre 1935 susvisé;

Vu la dépêche ministérielle n° 1.453 du 8 mars 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets des 31 décembre 1935 et 31 décembre 1938 relatifs au régime du délaissement forfaitaire des marins blessés ou malades.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1939.

GRADASSI.

(Pour les textes du décret du 31 décembre 1935 : Voir J. O. R. F. n° 25 du 30 janvier 1936 — page 1360).

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 31 décembre 1938.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 31 décembre 1935 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 85 de la loi du 13 décembre 1926 (code du travail maritime), modifié par le décret-loi du 30 juin 1934, a stipulé, dans son article 3, que le versement forfaitaire par lequel l'armateur peut se libérer de tous soins, à l'égard des marins débarqués malades ou blessés, doit être calculé en tenant compte de la durée moyenne prévue pour la maladie ou blessure constatée et du tarif journalier à appliquer, suivant le port de débarquement du marin malade ou blessé, d'après les indications fixées par les tableaux A et B annexés audit décret.

Or, depuis, est intervenu le décret-loi du 17 juin 1938 qui, par modification de l'article 80 du code du travail maritime, a édicté que les soins n'étaient dus, par l'armateur, que pendant un délai maximum de quatre mois et, éventuellement, jusqu'au rapatriement si celui-ci n'intervient qu'après ledit délai. Dans ces conditions, il est logique de réduire à cent vingt jours la durée moyenne de toutes les maladies et interventions chirurgicales, alors que pour certaines d'elles, et spécialement pour les affections tuberculeuses, le tableau A a prévu des durées supérieures à cette limite.

D'autre part, la situation monétaire internationale rend nécessaire la prolongation, pour une nouvelle période de deux ans, des dispositions du décret du 11 février 1938 qui a autorisé les autorités maritimes coloniales ou consulaires à majorer, suivant les circonstances, les tarifs des frais d'hospitalisation dans les ports coloniaux et étrangers portés au tableau B.

Ces deux dispositions, qui ont été adoptées par le conseil d'Etat au cours de sa séance du 22 décembre 1938, font l'objet du présent projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre de la marine marchande,

LOUIS DE CHAPPEDELAINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine marchande;

Vu l'article 85 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime, modifié par le décret-loi du 30 juin 1934;

Vu le décret-loi du 17 juin 1938 relatif à la réorganisation et à l'unification du régime d'assurance des marins et notamment son article 3;

Vu le décret du 31 décembre 1935 portant règlement d'administration publique relatif au délaissement forfaitaire des marins blessés ou malades;

Vu le décret portant règlement d'administration publique du 11 février 1938 autorisant la majoration des tarifs fixés au tableau B annexé au décret du 31 décembre 1935;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1939, la durée moyenne présumée des soins pour les maladies et interventions chirurgicales fixée dans le tableau A annexé au décret du 31 décembre 1935 est réduite à 120 jours pour celles desdites maladies et interventions comportant audit tableau une durée supérieure.

ART. 2. — La durée d'application du décret du 11 février 1938 est prorogée jusqu'au 31 décembre 1940.

ART. 3. — Le ministre de la marine marchande est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 décembre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre de la marine marchande,
Louis De Chappedelaine.

Appellations d'origine

ARRETE N° 215 promulguant au Togo le décret du 10 février 1939 portant application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies de divers décrets concernant des définitions d'appellations d'origine contrôlées.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 10 février 1939 portant application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies de divers décrets concernant des définitions d'appellations d'origine contrôlées;

Vu la dépêche ministérielle n° 1103 en date du 20 février 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 10 février 1939 portant application aux

colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies de divers décrets concernant des définitions d'appellations d'origine contrôlées.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 avril 1939.

GRADASSI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu les décrets du 23 mars 1921 et du 21 février 1925 déterminant les attributions des commissaires de la République française au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, déclarée applicable aux colonies et les décrets portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi en ce qui concerne les vins, vins mousseux et eaux-de-vie dans diverses colonies;

Vu la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine déclarée applicable aux colonies;

Vu les décrets des 20 juillet, 30 septembre, 24 octobre et 29 novembre 1936, 18 février, 21 avril, 12 septembre, 21 octobre 1937 et 13 janvier 1938 relatifs à l'application aux colonies de divers décrets concernant les appellations d'origine contrôlées de certains vins, vins mousseux et eaux-de-vie;

Vu le décret du 18 février 1937 concernant l'application aux colonies du décret du 4 janvier 1937 sur l'étiquetage des vins à appellations contrôlées;

Vu les décrets des 13 janvier, 18 février, 9 mars, 11 mars, 21 mars 14 mai, 28 juillet, 5 août, 19 octobre, 30 novembre et 6 décembre 1938 et 4 janvier 1939 concernant pour la métropole les appellations contrôlées de divers vins, vins mousseux et eaux-de-vie;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies :

1° — Les décrets du 13 janvier 1938 concernant les définitions des appellations d'origine contrôlées « Grande fine Champagne », « Grande Champagne », « Petite Champagne », « Fine Champagne », « Bordes », « Fins Bois » et « Bons Bois », « Chablis grand cru » et « Chablis »;

2° — Le décret du 13 janvier 1938 modifiant le paragraphe 3 de l'article 6 du décret du 8 décembre 1936 relatif à la définition de l'appellation contrôlée « Saint Peray »;

3° — Le décret du 13 janvier 1938 complétant le cinquième paragraphe de l'article 1^{er} du décret du 6 août 1936 relatif à la définition de l'appellation contrôlée « Rivesaltes »;

4° — Le décret du 13 janvier 1938 modifiant l'article 1^{er} des décrets du 14 novembre 1936 et du 9 septembre 1937 relatifs à la définition des vins blancs, rouges et rosés ayant droit à l'appellation contrôlée « Anjou »;

5° — Le décret du 13 janvier 1938 supprimant et remplaçant les articles 3 des décrets du 14 novembre 1936 relatifs à la définition des appellations contrôlées « Haut-Médoc », « Saint-Julien », « Saint-Estèphe », « Pauliac »;

6° — Le décret du 13 janvier 1938 remplaçant le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} du décret du 11 septembre 1936 relatif à la définition de l'appellation contrôlée « Vosne Romanée » ;

7° — Le décret du 18 février 1938 concernant les définitions des appellations contrôlées « Blanquette de Limoux », « Vin de Blanquette » ;

8° — Le décret du 9 mars 1938 complétant l'article 1^{er} du décret du 13 janvier 1938, concernant l'usage des appellations contrôlées « Grande fine Champagne » et « Grande Champagne », « Petite Champagne », « Fine Champagne », « Borderies », « Fins bois », « Bons bois » ;

9° — Les décrets du 11 mars 1938 concernant les définitions des appellations contrôlées « Aloxe-Corton », « Juliéas », « Esprit de Cognac » ;

10° — Le décret du 11 mars 1938 modifiant l'article 1^{er} du décret du 12 septembre 1937 relatif à la définition des vins rouges, rosés et blancs ayant droit à l'appellation contrôlée « Beaujolais » ;

11° — Le décret du 21 mars 1938 concernant les définitions des appellations contrôlées « Gaillac-Premières côtes » et « Gaillac » ;

12° — Les décrets du 14 mai 1938 concernant les définitions des appellations contrôlées « Moulis », « Anjou-Mousseux » et « Saumur-Mousseux » ;

13° — Le décret du 28 juillet 1938 modifiant et complétant l'article 1^{er} du décret du 13 janvier 1938 concernant l'usage des appellations contrôlées « Grande fine Champagne » et « Grande Champagne », « Petite Champagne », « Fine Champagne », « Borderies », « Fins bois », « Bons bois » ;

14° — Le décret du 28 juillet 1938 complétant les dispositions du décret du 15 mai 1936 définissant les conditions de contrôle de l'appellation « Arbois » ;

15° — Le décret du 28 juillet 1938 complétant les dispositions du décret du 31 juillet 1937 définissant les conditions de contrôle de l'appellation « Côtes du Jura » ;

16° — Le décret du 28 juillet 1938 modifiant et complétant l'article 2 du décret du 31 juillet 1937 définissant les conditions de contrôle de l'appellation « Bourgogne ordinaire » ou « Bourgogne grand ordinaire » ;

17° — Les décrets du 5 août 1938 concernant les définitions des appellations contrôlées « Cornas » et « Grand Roussillon » ;

18° — Les décrets du 19 octobre 1938 concernant les définitions des appellations contrôlées « Brouilly » et « Côte de Brouilly » ;

19° — Le décret du 30 novembre 1938 complétant le premier paragraphe de l'article 1^{er} du décret du 15 mai 1936 relatif à l'appellation contrôlée « Cognac » ;

20° — Le décret du 30 novembre 1938 étendant aux vins de la récolte 1938 les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} novembre 1936 ;

21° — Le décret du 6 décembre 1938 concernant la définition de l'appellation contrôlée « Montlouis » ;

22° — Le décret du 6 décembre 1938 passant de « Bons bois » à « Fins bois » certaines communes désignées par l'article 1^{er} du décret du 13 janvier 1938, modifié et complété par ceux du 9 mars et 28 juillet 1938 ;

23° — Le décret du 6 décembre 1938 modifiant et complétant l'article 1^{er} du décret du 31 juillet 1937 relatif à l'appellation contrôlée « Chinon » ;

24° — Le décret du 6 décembre 1938 modifiant l'article 3 du décret du 21 mars 1938 relatif aux appellations contrôlées « Gaillac — Premières Côtes » ;

25° — Le décret du 6 décembre 1938 modifiant l'article 6 du décret du 31 juillet 1937 concernant l'appellation contrôlée « Premières Côtes de Bordeaux » ;

26° — Le décret du 6 décembre 1938 modifiant l'article 6 du décret du 31 juillet 1937 concernant l'appellation « Côtes de Bordeaux-Saint-Macaire » ;

27° — Le décret du 6 décembre 1938 modifiant l'article 6 du décret du 31 juillet 1937 concernant l'appellation contrôlée « Sainte-Foy-Bordeaux » ;

28° — Le décret du 4 janvier 1939 concernant la définition de l'appellation contrôlée « Clos de Tart » ;

29° — Le décret du 4 janvier 1939 modifiant et complétant l'article 1^{er} du décret du 14 mai 1938 relatif à l'appellation « Moulis » ;

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, ainsi qu'aux *Journaux officiels* des colonies et territoires mentionnés à l'article 1^{er} et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 10 février 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Budget du C. F. T.

ARRETE N° 216 promulguant au Togo le décret du 18 février 1939 portant approbation du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo (exercice 1939).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun ;

Vu le décret du 18 février 1939 portant approbation du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo (exercice 1939) ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 18 février 1939 portant approbation du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo (exercice 1939).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 avril 1939.

GRADASSI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 14 janvier 1939 portant approbation du budget local du Togo, pour l'exercice 1939;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1939, arrêté en recettes et en dépenses, à 12.889.000 francs.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 février 1939.

ALBERT LÉBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

(Voir arrêté n° 733 en date du 31 décembre 1938 du Commissaire de la République au Togo rendant provisoirement exécutoire le susdit budget : J. O. T. 1939, page 52).

Ventes des objets abandonnés ou laissés en gage

ARRETE N° 217 promulguant au Togo le décret du 15 mars 1939 portant adaptation aux colonies autres que les Antilles et la Réunion, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat relevant du ministère de la loi du 31 mars 1896 relative à la vente des objets abandonnés ou laissés en gage par les voyageurs aux aubergistes ou hôteliers.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 15 mars 1939 portant adaptation aux colonies autres que les Antilles et la Réunion, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat relevant du ministère de la loi du 31 mars 1896 relative à la vente des objets abandonnés ou laissés en gage par les voyageurs aux aubergistes ou hôteliers;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 15 mars 1939 portant adaptation aux colonies autres que les Antilles et la Réunion, aux pays de

protectorat et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies de la loi du 31 mars 1896 relative à la vente des objets abandonnés ou laissés en gage par les voyageurs aux aubergistes ou hôteliers.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 avril 1939.

GRADASSI.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 15 mars 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi du 31 mars 1896 concernant la vente des objets abandonnés ou laissés en gage par les voyageurs aux aubergistes ou hôteliers n'a été rendue applicable, jusqu'à présent, qu'à la Nouvelle-Calédonie et à la Guyane, respectivement par les décrets des 10 mars 1898 et 13 mai 1902.

Il nous est apparu opportun d'étendre aux territoires relevant du ministère des colonies à l'exception des Antilles et de la Réunion pour lesquelles un décret spécial interviendra, les dispositions de la loi précitée en les adaptant aux conditions locales.

Tel est l'objet du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Paul MARCHANDEAU.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les mandats sur le Togo et Cameroun confiés à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu la loi du 31 mars 1896 relative à la vente des objets abandonnés ou laissés en gage par les voyageurs aux aubergistes ou hôteliers;

Vu les dispositions des décrets des 10 mars 1898 et 13 mai 1902 concernant l'application de la loi du 31 mars 1896 à la Nouvelle-Calédonie et à la Guyane;

Vu l'article 4 du décret du 1^{er} décembre 1858;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les effets mobiliers apportés par le voyageur ayant logé chez un aubergiste, hôtelier ou logeur et par lui laissés en gage pour sûreté de sa dette, ou abandonnés au moment de son départ, peuvent être vendus dans les conditions et formes déterminées par les articles suivants :

ART. 2. — Le dépositaire pourra présenter au président du tribunal de première instance, au juge de paix à compétence étendue ou au juge de paix du ressort où les effets mobiliers ont été laissés en gage ou aban-

donnés une requête qui énoncera les faits, désignera les objets et leur valeur approximative.

L'ordonnance du juge, mise au bas de la requête, fixera le jour, l'heure et le lieu de la vente qui ne pourra être faite que six mois après le départ constaté du voyageur.

Cette ordonnance fixera en outre la mise à prix des objets à vendre, commettra l'officier public qui devra y procéder et contiendra, s'il y a lieu, l'évaluation de la créance du requérant.

L'officier public chargé de la vente fera ouvrir, en présence du dépositaire, les malles, paquets ou autres sous fermeture quelconque et dressera de son opération procès-verbal, qui sera communiqué au juge.

En cas d'extrême urgence, le juge pourra autoriser la vente avant l'expiration du délai de six mois, et devra justifier, dans son ordonnance, des motifs de l'abréviation de ce délai.

ART. 3. — La vente sera annoncée un mois à l'avance par affiches apposées dans les lieux indiqués par le juge, qui pourra même autoriser la vente après une ou plusieurs annonces à son de trompe.

La publicité donnée à la vente sera constatée par une mention insérée au procès-verbal de vente.

ART. 4. — Dans le cas où le domicile du voyageur sera connu celui-ci devra être prévenu des lieu, jour et heure de la vente un mois à l'avance, par lettre recommandée de l'officier public commis par le juge.

La vente aura lieu aux enchères et il y sera procédé tant en l'absence qu'en présence du déposant. Elle sera faite conformément aux lois et règlements qui déterminent les attributions de l'officier public qui en sera chargé.

ART. 5. — L'adjudication sera faite au plus offrant en payant comptant : faute de paiement l'effet sera revendu sur le champ, à la folle enchère de l'adjudicataire.

L'officier public sera responsable du prix des adjudications et fera mention dans son procès-verbal des noms et domiciles des adjudicataires : il ne pourra recevoir d'eux aucune somme au-dessus de l'enchère, à peine de concussion.

ART. 6. — Le propriétaire pourra s'opposer à la vente par exploit signifié au dépositaire. Cette opposition emportera de plein droit citation à comparaître à la première audience utile du juge qui a autorisé la vente, nonobstant toute indication d'une audience ultérieure. Le juge devra statuer dans le plus bref délai.

ART. 7. — Sur le produit de la vente, et après le prélèvement des frais l'officier public payera la créance du dépositaire. Le surplus sera versé à la caisse des dépôts et consignations, au nom du propriétaire, par l'officier public qui ne dressera aucun procès-verbal du dépôt. Il en retirera récépissé, ce récépissé lui vaudra décharge.

Si le produit de la vente est insuffisant pour couvrir les frais le surplus sera payé par le dépositaire sauf recours contre le déposant.

Le montant de la consignation en principal et intérêts sera acquis de plein droit au budget désigné par la réglementation en vigueur deux ans après le dépôt s'il n'y a eu dans l'intervalle, réclamation de la part du propriétaire, de ses représentants ou de ses créanciers.

ART. 8. — Sont abrogées les dispositions des décrets des 10 mars 1898 et 13 mai 1902 relatives à l'application de la loi du 31 mars 1896 à la Nouvelle-Calédonie et à la Guyane.

ART. 9. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, ainsi qu'aux journaux officiels des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 15 mars 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Paul MARCHANDEAU.

Informations militaires

ARRETE N° 218 promulguant au Togo le décret du 20 mars 1939 relatif aux informations militaires.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 20 mars 1939 relatif aux informations militaires;

Vu la lettre-avon n° 5 C. G. en date du 22 mars 1939 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 20 mars 1939 relatif aux informations militaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 avril 1939.

GRADASSI.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 20 mars 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Dans les pays qui nous environnent, les renseignements militaires de toute nature sont maintenus rigoureusement secrets quelle que soit leur importance, et il n'est permis à la presse de publier aucune information à leur égard.

La même règle n'existe pas chez nous. Certes, la loi du 26 janvier 1934 sur l'espionnage et le décret-loi du 17 juin 1938, qui l'a modifiée et complétée, interdisent, sous des sanctions pénales, la divulgation des renseignements secrets d'ordre militaire, et des faits se rattachant à des instances en cours en matière d'espionnage. Mais, dans la pratique, cette interdiction n'est pas toujours respectée et on hésite parfois à intenter des poursuites contre des informateurs qui peuvent avoir agi de bonne foi, dans l'ignorance du dommage qu'ils causaient par la divulgation commise.

Pour mettre fin à un état de chose qui place notre pays en état d'infériorité grave à l'égard de nos voisins, au point de vue du maintien du secret militaire, et pour éviter toute difficulté dans l'application des règles déjà édictées, nous vous proposons de faire usage des pouvoirs accordés au Gouvernement par la loi du 19 mars 1939 pour étendre et généraliser, sous les mêmes sanctions, l'interdiction que l'article 12 de la loi du 26 janvier 1934 formule dans certains cas particuliers. Poursuivant l'effort entrepris par cette loi et par le décret-loi du 17 juin 1938, nous vous proposons, en conséquence, d'interdire d'une manière générale et absolue la divulgation, la diffusion, la publication ou la reproduction des informations militaires de toute nature qui n'auront pas été rendues publiques par le Gouvernement. Cette interdiction sera sanctionnée, au point de vue pénal, par les peines portées à l'article 12 de la loi du 26 janvier 1934 et, dans les cas où il sera urgent d'arrêter la diffusion de l'information, par la saisie préventive des écrits ou imprimés qui la répandent. Les sanctions administratives prévues par les lois et règlements, et notamment le retrait d'autorisation en matière de radiodiffusion, seront également applicables.

Ces mesures s'inspirent du seul souci de la défense nationale et ne portent aucune atteinte à la liberté de la presse. Il s'agit seulement d'empêcher que des informations, publiées de bonne foi, ne facilitent la tâche des services de renseignements étrangers. Nous connaissons trop l'esprit de patriotisme qui anime les organes chargés d'informer l'opinion pour douter qu'ils n'accueillent, dans l'esprit qui l'aura dictée, l'interdiction que d'impérieuses nécessités nous obligent à formuler.

Si vous approuvez ces dispositions, nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre,*

Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,
Guy LA CHAMBRE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre de la marine et du ministre de l'air;

Vu la loi du 19 mars 1939, tendant à accorder au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A dater du 22 mars 1939, il est interdit de divulguer, de diffuser, de publier ou de reproduire, par un moyen et sous une forme quelconque, les informations militaires de toute nature, non rendues publiques par le Gouvernement, qui concernent les armées françaises de terre, de mer et de l'air, les unités et services qui en font partie, y compris la défense passive, les matériels qu'elles étudient, commandent ou utilisent, les procédés qu'elles emploient, les fabrications et approvisionnements qu'elles effectuent en territoire français.

ART. 2. — Ceux qui divulguent, diffusent, publient ou reproduisent les informations visées à l'article précédent et ceux qui leur en fournissent les moyens sont punis des peines portées par l'article 12 de la loi du 26 janvier 1934 sans préjudice des peines plus fortes qu'ils peuvent encourir par application des autres dispositions de la loi et du décret-loi du 17 juin 1938 sur l'espionnage, ni des sanctions administratives prévues par les lois et règlements en vigueur.

A titre préventif et s'il y a urgence à éviter la diffusion de l'information, il peut être procédé à la saisie administrative des écrits ou imprimés qui la publient ou la reproduisent.

ART. 3. — L'interdiction formulée à l'article 1^{er} peut être levée ou suspendue par décret pris sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et du garde des sceaux, ministre de la justice.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de la marine et le ministre de l'air sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et soumis à la ratification des Chambres dans les conditions fixées par la loi du 19 mars 1939.

ART. 5. — Le présent décret est applicable à l'Algérie, aux colonies et aux territoires d'outre-mer.

Fait à Paris, le 20 mars 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,*

Edouard DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul MARCHANDEAU.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,
Guy LA CHAMBRE.

Echanges commerciaux

ARRETE N° 219 promulguant au Togo le décret du 31 mars 1939 portant publication et mise en application à titre provisoire de l'accord franco-allemand du 10 mars 1939 relatif à l'incorporation des échanges commerciaux entre les territoires allemands des Sudètes et la France dans les relations économiques franco-allemandes.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 19 juillet 1937 portant publication et mise en application, à titre provisoire de l'accord franco-allemand sur les échanges commerciaux, signé à Paris le 10 juillet 1937; (arrêté de promulgation n° 456 du 19 août 1937);

Vu le décret du 31 mars 1939 portant publication et mise en application à titre provisoire de l'accord franco-allemand relatif à l'incorporation des échanges commerciaux entre les territoires allemands des Sudètes et la France dans les relations économiques franco-allemandes;

Vu la D. M. n° 919 en date du 4 avril 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 31 mars 1939 portant publication et mise en application à titre provisoire de l'accord franco-allemand du 10 mars 1939 relatif à l'incorporation des échanges commerciaux entre les territoires allemands des Sudètes et la France dans les relations économiques franco-allemandes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 avril 1939.

GRADASSI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875;

Vu l'article 16 bis du code des douanes (art. 8 de la loi du 9 juillet 1937);

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur, du ministre du commerce, du ministre de l'économie nationale, du ministre de l'agriculture et du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'accord franco-allemand relatif à l'incorporation des échanges commerciaux entre les territoires allemands des sudètes et la France dans les relations économiques franco-allemandes, signé à Berlin le 10 mars 1939, et dont la teneur suit, sera mis en application à dater du 1^{er} avril 1939, en attendant son approbation par le sénat et la chambre des députés.

ART. 2. — Le ministre des affaires étrangères, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur, le ministre du commerce, le ministre de l'économie

nationale, le ministre de l'agriculture et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 mars 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,

Georges BONNET.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,

Albert SARRAUT.

Le ministre du commerce,
Fernand GENTIN.

Le ministre de l'économie nationale,

Raymond PATENÔTRE.

Le ministre de l'agriculture,
Henri QUEUILLE.

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

ACCORD FRANCO-ALLEMAND DU 10 MARS 1939

RELATIF A L'INCORPORATION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES TERRITOIRES ALLEMANDS DES SUDÈTES ET LA FRANCE DANS LES RELATIONS ÉCONOMIQUES FRANCO-ALLEMANDES.

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} avril 1939, les traités, accords et arrangements conclus entre l'Allemagne et la France en vue de régler les rapports économiques entre les deux pays s'appliqueront également aux territoires allemands des Sudètes, sous réserve des dispositions ci-après.

ART. 2. — Les stipulations tarifaires et douanières des accords franco-allemands ne seront applicables à la partie des territoires allemands des Sudètes, où ont été introduites les dispositions en vigueur sur le territoire douanier autrichien, qu'à partir de la suppression de la frontière douanière entre l'ancienne Autriche et le reste du Reich. Jusqu'à cette date les dispositions convenues pour l'Autriche s'appliqueront, en ce qui concerne le régime tarifaire et douanier, aux territoires allemands des Sudètes.

ART. 3. — La liste 3 annexée à l'accord franco-allemand sur les échanges commerciaux du 10 juillet 1937 est complétée ainsi qu'il est indiqué à l'annexe I.

ART. 4. — Le présent accord sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu dès que possible à Paris. Il entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification. Néanmoins les deux parties contractantes sont d'accord pour le mettre en application à titre provisoire à partir du 1^{er} avril 1939.

Fait à Berlin en double exemplaire, en allemand et en français, le 10 mars 1939.

Pour le gouvernement allemand :

VON WEIZSÄCKER.

WIEHL.

Pour le gouvernement français :

COULONDRE.

ALPHAND.

ANNEXE 1

NUMÉROS du tarif français	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ de perception	DROITS
407.	Tissus de coton pur unis, croisés et coutils imprimés : Mouchoirs, foulards, cache-nez, fichus, châles de coton unis ou croisés, même moirés, frappés ou gaufrés, en pièces ou découpés, même avec franges tissées ou nouées, même avec ourlet simple, imprimés, pour les impressions :		
	De 1 ou 2 couleurs	—	Droits des tissus écrus ou écrus mercerisés selon l'espèce augmentés de 20 francs par 100.
	De 3 couleurs	—	Droits des tissus écrus ou écrus mercerisés selon l'espèce augmentés de 22 frs. 50 par 100.
	De 4 à 6 couleurs	—	Droits des tissus écrus ou écrus mercerisés selon l'espèce augmentés de 35 francs par 100.
	De 7 couleurs et plus	—	Droits des tissus écrus ou écrus mercerisés selon l'espèce augmentés de 55 francs par 100.
	Autres pour les impressions :		
	De 1 et 2 couleurs	—	Droits des tissus écrus ou écrus mercerisés selon l'espèce augmentés de 26 francs par 100.
	De 3 à 6 couleurs	—	Droits des tissus écrus ou écrus mercerisés selon l'espèce augmentés de 38 francs par 100.
	De 7 couleurs et plus	—	Droits des tissus écrus ou écrus mercerisés selon l'espèce augmentés de 60 francs par 100.
411	Tissus de coton purs ou mélangés, unis, croisés et coutils fabriqués en tout ou en partie avec des fils :		
	Blanchis	—	Droits des tissus écrus selon l'espèce, majorés de 50 p. 100, plus le droit afférent au blanchiment et, le cas échéant, au mercerisage, au gaufrage et à l'impression.
	Teints	—	Droits des tissus écrus selon l'espèce, majorés de 50 p. 100, plus le droit afférent à la teinture et, le cas échéant, au mercerisage ou au gaufrage.
	Avec des fils glacés ou mercerisés (écrus, blanchis ou teints)	—	Droits des tissus écrus selon l'espèce, majorés de 50 p. 100, plus, s'il y a lieu, le droit afférent au blanchiment, à la teinture ou à l'impression, avec application, dans tous les cas, du droit de glaçage ou de mercerisage en fils.
Ex. 568	Articles de ménage et tous articles en fer, en acier ou en tôle noire non dénommés :		
A 3	Vernissés sans décors ni impressions par décalcomanie ou autrement en une ou deux teintes	100 kgs.	90 »
A 5	Emaillés unis, ou en fer-blanc nu	—	145 »
A 6	Emaillés unis, même dégradés, granités	—	155 »
A 9	Emaillés marbrés, sans or ou autre métal, ni impressions ou décors par décalcomanie ou autrement	—	170 »

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Compagnie de milice

ARRETE N° 39 complétant l'arrêté n° 65 du 31 janvier 1934 portant règlement général sur le service dans la compagnie de milice.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 28 juin 1925 portant organisation des forces de police dans les territoires à mandat;

Vu l'arrêté n° 65 du 31 janvier 1934 portant règlement général sur le service dans la compagnie de milice;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le titre VI (art. 4. — Permissions — Congés) de l'arrêté n° 65 du 31 janvier 1934 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

« Des congés pour maladie peuvent être accordés par décision du Commissaire de la République après mise en observation dans une formation sanitaire et sur la proposition du conseil de santé du Territoire statuant après examen du dossier médical de l'intéressé.

« Ces congés donnent droit à la gratuité du transport jusqu'à la résidence de congé pour le milicien et sa famille.

« Leur durée totale ne peut excéder six mois.

« Ces congés comportent le bénéfice du traitement pendant toute leur durée si l'affectation qui les a motivés est déclarée attribuable au service.

« Dans le cas contraire ils ne comportent plus, au delà du deuxième mois, que l'attribution de la moitié du traitement.

« L'hospitalisation peut être ordonnée par le conseil de santé pendant tout ou partie du congé.

« A l'expiration du sixième mois de congé pour maladie, le milicien intéressé est présenté par les soins de la subdivision sanitaire devant le conseil de santé qui se prononce sur son aptitude physique.

« Si l'intéressé est reconnu inapte à servir dans la milice, il est admis d'office à faire valoir ses droits à une pension de retraite ou une gratification de réforme s'il réunit les conditions exigées par l'arrêté n° 112 du 20 février 1937. Dans le cas contraire, il est licencié par arrêté du Commissaire de la République. Cet arrêté fixe, le cas échéant, l'indemnité qui peut être accordée à l'intéressé ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 janvier 1939.

GRADASSI.

(Approuvé par dépêche ministérielle n° 381 1/D. S. M. du 18 mars 1939).

Tarifs du C. F. T.

ARRETE N° 182 modifiant les tarifs pour le transport des marchandises dangereuses, infectes ou inflammables.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 approuvant l'ensemble des tarifs du chemin de fer du Togo;

Vu le rapport en conseil consultatif du chemin de fer dans sa séance du 13 mars 1939;

Sur la proposition de M. l'ingénieur principal, chef du service des travaux publics et des transports du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 23 mars 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 3 de l'article 133 ter des tarifs pour le transport des marchandises dangereuses, infectes ou inflammables est modifié de la façon suivante :

Au lieu de :

« Les wagons loués aux conditions du présent tarif peuvent être utilisés pour le transport de toutes marchandises, véhicules et animaux. Toutefois le transport des marchandises dangereuses, infectes ou inflammables des 3 premières catégories énumérées à l'annexe n° 6 du tarif y est interdit. En cas de transport d'animaux, les taxes de désinfection prévues par les tarifs spéciaux sont perçues en sus des prix résultant de l'application du présent tarif.

Pour les marchandises de dimensions exceptionnelles les majorations prévues à l'article 113 des tarifs seront applicables pour la distance partielle sur laquelle ces marchandises auront été transportées effectivement ».

Lire :

« Les wagons loués aux conditions du présent tarif peuvent être utilisés pour le transport de toutes marchandises, véhicules et animaux. Toutefois le transport des marchandises dangereuses, infectes ou inflammables des 3 premières catégories énumérées à l'annexe n° 6 du tarif y est interdit. Les marchandises inflammables classées à la 4^e catégorie du même annexe ne seront acceptées qu'en wagon couvert seulement ».

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 mars 1939.

GRADASSI.

(Approuvé par radiotélégramme n° 81 S. T. en date du 17 avril 1939 du Haut-Commissaire de la République p. i. au Togo).

Comité d'études techniques du café

DECISION N° 297 modifiant la décision n° 588 du 1^{er} octobre 1937 portant constitution au territoire du Togo d'un comité d'études techniques du café.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la dépêche ministérielle n° 3738 (direction des affaires économiques) en date du 6 août 1937;

Vu la décision n° 588 du 1^{er} octobre 1937 portant constitution au territoire du Togo d'un comité d'études techniques du café;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La composition du comité d'études techniques du café constitué par décision n° 588 du 1^{er} octobre 1937 est modifiée et fixée comme suit :

Le chef du service de l'agriculture . . . *Président*

Le président de la chambre de commerce, } *Membres*

Le chef de la 1^{re} circonscription agricole, }

Le chef de la 3^e circonscription agricole, }

L'inspecteur des produits, }

Le chef du bureau des affaires administratives et économiques, *Secrétaire.*

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 19 avril 1939.

GRADASSI.

Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE N° 223 complétant l'arrêté n° 177 du 23 mars 1939 déterminant les conditions d'organisation et de fonctionnement du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 393, modifié par le décret du 5 juillet 1927;

Vu l'arrêté n° 177 du 23 mars 1939 déterminant les conditions d'organisation et de fonctionnement du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles;

Vu la dépêche ministérielle n° 1200 en date du 24 février 1939;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 25 avril 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 36 de l'arrêté n° 177 du 23 mars 1939 sus-visé est complété par les dispositions suivantes :

« Le trésorier-payeur est chargé de vérifier la caisse et les écritures du fonds commun dans les conditions prévues par l'article 393 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, modifié par le décret du 5 juillet 1927 ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 avril 1939.

GRADASSI.

Inspection des produits

ARRETE N° 224 modifiant l'arrêté n° 520 bis. du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 520 bis. du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

Sur la proposition de l'inspecteur des produits et après avis de la chambre de commerce;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 25 avril 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa premier de l'article 8. de l'arrêté n° 520 bis. du 26 septembre 1934 sus-visé est modifié comme suit :

« Avant l'embarquement à Lomé les mesures suivantes sont prises : un second contrôle des produits à exporter est effectué par l'inspecteur dans la halle à produits ou dans les magasins ou dépendances des maisons de commerce. Ce second contrôle ne peut avoir lieu en ce qui concerne le maïs plus de quarante-huit heures et en ce qui concerne le café plus de cinq jours avant l'embarquement, l'exportateur devant informer l'inspecteur des produits en temps utile de la date de l'embarquement ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 avril 1939.

GRADASSI.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****PERSONNEL EUROPEEN****Nominations**

Par décret en date du 16 février 1939, rendu sur la proposition du ministre des colonies, ont été nommés dans le personnel des administrateurs des colonies, pour compter du 1^{er} janvier 1939 :

A l'emploi d'administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies.

M.M.
De Pedrals (Denis-Jacinto-Pedro), 3^e tour (choix).

Valentin (Pierre), 1^{er} tour (ancienneté).

administrateurs adjoints de 3^e classe des colonies.

Rappels d'ancienneté

Par arrêté ministériel du :

22 février 1939. — Les rappels d'ancienneté pour services militaires indiqués ci-après sont conservés dans leur emploi actuel aux fonctionnaires du cadre des administrateurs des colonies dont les noms suivent et qui ont été promus, à leur grade actuel, pour compter du 1^{er} juillet 1938 ou du 10 décembre 1938.

1^o — *Administrateurs en chef des colonies :*

M.M.
de Saint-Alary (Jean, François, Marie), 1 an 1 mois 7 jours.

5^o — *Administrateurs-adjoints de 1^{re} classe des colonies :*

M.M.
Boissier (Jacques, Alphonse), 11 mois 28 jours.

Berard (Jean, Louis, Philippe), 11 mois 24 jours.

6^o — *Administrateurs-adjoints de 2^e classe des colonies :*

M.M.
Chabanon (Paul), 11 mois 22 jours.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL INDIGÈNE****Suspension de fonctions**

Par décision n° 301 du :

20 avril 1939. — Le préposé des douanes Danikey et les gardes-frontières Hounkpati, Glélé, Amagan, du poste des douanes d'Agomé-Glozou, sous le coup de poursuites judiciaires, sont suspendus de leurs fonctions.

DIVERS**Boissons alcooliques**

Par décision n° 289 du :

15 avril 1939. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente au Togo des boissons dénommées : « Cherry Brandy demi-sec à 27°9 » « Cherry Brandy extra-sec à 29°9 » des Etablissements Les Fils De P. Bardinet à Caudérac (Gironde).

Campagne du maïs

Par arrêté n° 207 du :

17 avril 1939. — Les dates de fermeture de la campagne du maïs sont fixées comme suit :
Cercle de Lomé et Anécho : 13 mai.
Autres cercles du Territoire : 22 avril.

C. F. T.**Construction de voie ferrée**

Par arrêté n° 228 du :

25 avril 1939. — Sont déclarés d'utilité publique et urgents les travaux de construction d'une voie ferrée supplémentaire longeant la route en bordure de la mer sur le domaine public maritime conformément au plan joint au présent arrêté.

Conseil du contentieux

Par décision n° 293 du :

18 avril 1939. — M. Jean De Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, est désigné en qualité de représentant du territoire du Togo dans l'instance engagée par M. Bauer contre le territoire devant le conseil du contentieux du Dahomey.

Enseignement

Par arrêté n° 212 du :

22 avril 1939. — Une école de village est ouverte à Niamtougou (cercle de Sokodé).

Logements

Par arrêté n° 213 du :

24 avril 1939. — Le logement du médecin, chef de la subdivision sanitaire de Mango, classé à la 2^e catégorie des bâtiments définitifs compris dans le tableau n° 1 annexé à l'arrêté n° 29 du 9 janvier 1938 est reclassé à compter du 1^{er} avril 1939 à la 1^{re} catégorie des bâtiments provisoires compris dans le tableau n° 2 annexé au même arrêté.

Produits pharmaceutiques

Par arrêté n° 204 du :

14 avril 1939. — Est complétée comme suit la liste n° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 : « Atwood's physical jaundice bitters ».

Société

Par arrêté n° 203 du :

13 avril 1939. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la création d'une Société dénommée « La Société Intrépide de Palimé » dont le siège est à Palimé et dont le but est de favoriser la pratique des sports et du foot-ball en particulier.

Sont approuvés les statuts de cette Société tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Prix de gros de diverses marchandises

			1 ^{er} Avr. 39	12 Avr. 39	18 Avr. 39
Farine de consommation	Paris	100 kgs.	308,—	308,—	308,—
Avoines	—	—	98,52	98,58	98,25
Seigles de Beauce (départ)	—	—	116,50	116,50	115,50
Orge de Beauce (départ)	—	—	109,—	109,—	105,—
Maïs Indochine	Marseille	—	128,25	128,25	124,75
Pommes de terre, Esterling	Paris	—	75,—	75,—	79,50
Riz, Saïgon n° 1	Le Havre	—	128,50	128,50	126,50
Pâtes alimentaires, 1 ^{er} choix	Lyon	—	635,—	635,—	635,—
Bœuf	La Villette	kg.	10,10	10,10	9,70
2 ^e — qualité	—	—	8,40	8,40	8,—
Veau	—	—	16,20	16,20	16,10
2 ^e — qualité	—	—	14,40	14,40	14,20
Mouton	—	—	20,20	20,20	19,70
2 ^e — qualité	—	—	16,20	16,20	15,50
Porc	—	—	12,86	12,86	12,86
2 ^e — qualité	—	—	11,86	11,86	11,86
Vin rouge, Béziers 9°	—	Le degré hectol.	—	15,90	—
Beurres	Paris	kg.	29,47	29,47	27,72
Charente, Poitou	—	—	28,75	28,75	26,98
Normandie, (centr.)	—	—	14,—	14,—	13,92
Fromages	Comté	—	11,50	11,50	11,50
Port-salut	—	—	—	—	—
Huile arachide supérieure	Marseille	100 kgs.	500,—	500,—	500,—
Huile d'olive Tunisie	—	—	—	—	—
Sucre	Paris	—	346,50	346,50	348,—
Blanc n° 3	Lyon	—	612,50	612,50	612,50
Raffiné	—	—	—	—	—
Café Santos good à l'entrepôt	Le Havre	50 kgs.	212,25	212,25	217,75
Cacao Côte d'Ivoire à l'entrepôt	—	—	196,—	196,—	196,—
Fonte de moulage n° 3	Base Longwy	la tonne	620,50	620,50	620,50
Aciers marchands	Paris	100 kgs.	168,—	168,—	168,—
Cuivre en lingots	Le Havre	—	1.005,—	1.005,—	996,—
Etain Détroits	—	—	4.542,—	4.542,—	4.510,—
Plomb, marques ordinaires	—	—	335,50	335,50	333,—
Zinc, bonnes marques	Le Havre ou Paris	—	326,50	326,50	329,—
Houille, tout venant industriel 30/35 Nord	—	la tonne	183,—	183,—	183,—
Coton américain	Le Havre	50 kgs.	391,50	391,50	390,50
Laine peignée	Roubaix	kg.	35,10	35,10	35,10
Lin de Russie C. A. F. ports français	—	100 kgs.	1.497,—	1.497,—	1.505,—
Chanvre indigène, Anjou, Sarthe	—	—	712,50	712,50	712,50
Jute First mark, C. A. F. ports français	—	—	438,—	438,—	438,—
Soie grège Cévennes	Lyon	kg.	204,50	204,50	207,50
Peaux de Bœufs moyens	Paris	50 kgs.	305,83	305,83	305,83
bœufs Rio de Janeiro, salés	Le Havre	—	245,—	245,—	245,—
Cuir à semelle	Paris	kg.	39,50	39,50	39,50
Suif indigène	—	100 kgs.	277,50	277,50	275,—
Alcool dénaturé	—	hectolitre	365,—	365,—	365,—
Carbonate de soude	—	100 kgs.	100,—	100,—	100,—
Nitrate de soude synthétique	Dunkerque	—	131,50	131,50	131,50
Benzol	Paris	—	213,50	213,50	213,50
Bois de Sapin madrier	—	le mètre	9,50	9,50	9,50
charpente Chêne	—	le m3.	670,—	670,—	670,—
Caoutchouc	—	kg.	13,80	13,80	13,65
Savon blanc extra 72%	Marseille	100 kgs.	332,50	332,50	332,50
Sulfate de cuivre	Bordeaux	—	325,—	325,—	305,—
Ciment Portland artificiel	Départ usine	la tonne	307,60	307,60	307,60

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**Circulaire relative à l'application,
en ce qui concerne les personnels militaires, du décret
du 14 janvier 1939 portant majoration de l'indemnité
spéciale temporaire**

Paris, le 19 janvier 1939.

L'article 1^{er} du décret du 14 janvier 1939 (journal officiel du 15 janvier 1939, p. 811), ayant fixé les règles à suivre pour le calcul de la majoration qui modifie le montant de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux personnels de l'Etat, il y a lieu de se conformer, en ce qui concerne les personnels militaires, aux dispositions suivantes qui remplacent, à compter du 1^{er} janvier 1939, celles de la circulaire du 22 avril 1937 (B. O., p. s. p., p. 845 à 914), et de la circulaire du 20 décembre 1937 (B. O., p. s. p., p. 2467), modifiée le 22 avril 1938 (B. O., p. s. p., p. 974).

Ayants droit à l'indemnité spéciale temporaire.

ARTICLE PREMIER. — L'indemnité est due aux officiers de tous grades, français et étrangers et indigènes, et aux militaires non officiers titulaires d'une solde mensuelle d'activité, de disponibilité, de non-activité, de réforme temporaire ou de suspension d'emploi.

Sont considérés comme titulaires d'une solde d'activité, les militaires des réserves, à solde mensuelle, convoqués pour une période, pendant la durée de cette période.

Taux de l'indemnité.

ART. 2. — L'indemnité spéciale temporaire instituée par le décret du 11 décembre 1937 est augmentée d'une majoration dont le taux est fixé à 5 p. 100 de la solde budgétaire, sans que cette majoration puisse être inférieure à 1.200 francs par an.

En conséquence, les nouveaux taux annuels de l'indemnité spéciale temporaire s'échelonnent ainsi qu'il suit :

Taux annuel
fixé à :
—
Francs.
—

Officiers et militaires à solde mensuelle, non officiers, dont la solde budgétaire est inférieure à 9.000 francs	3.300
Officiers et militaires à solde mensuelle, non officiers, dont la solde annuelle est comprise entre une somme de 9.000 francs (solde budgétaire) et une somme de 12.000 francs (solde nette).	3.600
Officiers et militaires à solde mensuelle, non officiers, dont la solde nette est comprise entre :	
12.001 et 13.000 francs	3.432
13.001 et 14.000 francs	3.420
14.001 et 15.000 francs	3.408
15.001 et 16.000 francs	3.192
16.001 et 17.000 francs	3.168
17.001 et 18.000 francs	3.132
18.001 et 19.000 francs	3.108

19.001 et 20.000 francs	3.084
20.001 et 21.000 francs	2.784
21.001 et 22.000 francs	2.736
22.001 et 22.560 francs	2.700
22.561 et 23.000 francs	1.500
+ majoration (1).	
23.001 et 24.000 francs	1.464
+ majoration (1).	
24.001 et 25.000 francs	1.416
+ majoration (1).	
25.001 et 26.000 francs	1.380
+ majoration (1).	
26.001 et 27.000 francs	1.344
+ majoration (1).	
27.001 et 28.000 francs	1.296
+ majoration (1).	
28.001 et 29.000 francs	1.260
+ majoration (1).	
29.001 et 30.000 francs	1.224
+ majoration (1).	

Officiers et militaires à solde mensuelle, non officiers, dont la solde nette annuelle est supérieure à 30.000 francs 1.000
+ majoration (1).

Le tableau ci-annexé présente les droits à l'indemnité de chaque catégorie pour les militaires en activité recevant une solde de présence.

Pour les autres catégories de personnels non comprises dans ce tableau (officiers et sous-officiers du personnel navigant de l'armée de l'air recevant la solde à l'air prévue par le décret du 22 janvier 1936, militaires à solde mensuelle titulaires d'une solde de disponibilité, de non-activité, de réforme temporaire ou de suspension d'emploi), le montant de l'indemnité sera calculé, dans chaque espèce, conformément aux dispositions qui précèdent, d'après le tarif de la solde dont ils sont titulaires.

Clause de sauvegarde

ART. 3. — Les militaires de chaque catégorie devront toujours recevoir annuellement (solde de base augmentée de l'indemnité spéciale temporaire) une somme au moins égale au maximum de la catégorie immédiatement inférieure, soit :

15.600 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 12.000 francs.
16.432 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 13.000 francs.
17.420 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 14.000 francs.
18.408 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 15.000 francs.
12.192 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 16.000 francs.
20.168 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 17.000 francs.
21.132 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 18.000 francs.
22.108 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 19.000 francs.
23.084 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 20.000 francs.

(1) Cette majoration variable est calculée à raison de 5 p. 100 de la solde budgétaire considérée.

- 23.784 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 21.000 francs.
- 24.736 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 22.000 francs.
- 25.260 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 22.560 francs.
- 25.723 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 23.000 francs.
- 26.740 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 24.000 francs.
- 27.746 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 25.000 francs.
- 28.763 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 26.000 francs.
- 29.780 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 27.000 francs.
- 30.795 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 28.000 francs.
- 31.802 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 29.000 francs.
- 32.819 francs pour les soldes nettes annuelles supérieures à 30.000 francs.

Décompte de l'indemnité.

ART. 4. — L'indemnité afférente à une fraction de mois se décompte par jour à raison de la trentième partie de la fixation mensuelle.

Dans le cas où le militaire en activité se trouve placé en position d'absence avec solde de présence, il reçoit l'indemnité entière.

Si le militaire est en position d'absence avec solde d'absence (demi-solde), l'indemnité normalement allouée dans la position de présence est réduite de moitié.

Si le militaire est en position d'absence sans solde, l'indemnité cesse d'être allouée.

Comptabilité.

ART. 5. — L'indemnité spéciale temporaire fait l'objet d'une inscription dans une colonne spéciale de la feuille d'émargement, des feuilles de journées nominatives et des revues de liquidation.

Dispositions applicables au Levant.

ART. 6. — L'indemnité temporaire de cherté de vie accordée à l'ensemble des militaires en service au Levant ne peut être cumulée avec l'indemnité spéciale temporaire; il en résulte que les militaires visés par la présente circulaire recevront, au Levant, celle de ces deux indemnités qui leur sera la plus favorable, conformément au principe posé par le décret du 28 juillet 1938 (B. O., p. s. p., p. 1933).

Titulaires de soldes de réserve et de réforme.

ART. 7. — Les officiers généraux titulaires d'une solde de réserve égale au taux de la pension à laquelle ils auraient droit s'ils étaient retraités (art. 35 de la loi du 14 avril 1924) recevront l'indemnité spéciale temporaire dans les conditions prévues pour les titulaires de pensions militaires d'ancienneté, par un second décret du 14 janvier 1939 (Journal officiel du 15 janvier 1939, p. 813), savoir :

- a) L'ancienne indemnité, 720 francs par an;
- b) Une majoration variable, calculée à raison de 5 p. 100 de leur solde de réserve proprement dite

(à l'exclusion de toute bonification de celle-ci, majoration pour enfants).

L'ensemble de ces deux éléments, qui constitue la nouvelle indemnité, devra toujours être supérieur au taux minimum de 1.440 francs par an fixé pour les titulaires de pensions d'ancienneté et porté à ce taux, le cas échéant.

Cette indemnité sera payable mensuellement dans les mêmes conditions que la solde.

Les officiers et sous-officiers de carrière titulaires d'une solde de réforme pour infirmités ou par mesure de discipline (art. 45 de la loi du 14 avril 1924 et articles 13 et 14 de la loi du 30 avril 1928) et les militaires titulaires d'une solde de réforme définitive par congé nos 1 ou 2 (art. 78 de la loi du 31 mars 1928) recevront l'indemnité spéciale temporaire dans les conditions prévues pour les titulaires de pensions militaires proportionnelles, savoir :

- a) L'ancienne indemnité, 360 francs par an;
- b) Une majoration fixée à 5 p. 100 de leur solde proprement dite, sans pouvoir être inférieure à 360 frs. par an.

L'ensemble de ces deux éléments constitutifs de l'indemnité spéciale temporaire s'établit, en conséquence, au taux minima de 720 francs par an. En aucun cas cette indemnité ne pourra excéder le montant de la solde de réforme.

Dispositions diverses.

ART. 8. — Conformément à l'article 5 du décret du 14 janvier 1939 (Journal officiel du 15 janvier 1939, p. 813) il est appliqué aux dépenses d'indemnités pour charges militaires une majoration correspondant à la majoration globale moyenne des dépenses d'indemnités de résidence telle qu'elle résulte du relèvement de celles-ci, à compter du 1^{er} janvier 1939.

Un décret, dont il y a lieu d'attendre la publication, fixera en conséquence les nouveaux tarifs de l'indemnité pour charges militaires.

L'article 6 du décret susmentionné dispose qu'à compter du 1^{er} janvier 1939 les indemnités annuelles pour charges de famille sont fixées ainsi qu'il suit :

- 660 francs pour le premier enfant;
- 1.200 francs pour le deuxième enfant;
- 2.500 francs pour le troisième enfant;
- 3.000 francs pour chaque enfant, à partir du quatrième.

Ces nouveaux taux seront appliqués, dès à présent aux officiers français et indigènes, et aux militaires de carrière français ou servant au titre français, sans attendre la publication du décret incorporant ces taux dans les tarifs réglementaires.

Enfin, en exécution d'un troisième décret du 14 janvier 1939 (Journal officiel du 15 janvier 1939, p. 809), le taux de l'indemnité compensatrice accordée dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle aux fonctionnaires, agents et employés de l'Etat ainsi qu'aux officiers et militaires non officiers à solde mensuelle est porté à 16 p. 100 du traitement ou de la solde.

Ce relèvement porte effet du 1^{er} janvier 1939.

Par ailleurs, rien n'est changé au calcul, soit des majorations pour enfants, soit du maximum de l'indemnité (majorations comprises) qui continue à se faire suivant les pourcentages actuellement en vigueur.

La question de la nouvelle amélioration à apporter à la situation des militaires de carrière à solde journalière, chefs de famille, est à l'étude.

Tableau des ayants droit à l'indemnité spéciale temporaire

	TAUX DE L'INDEMNITÉ (1)			TAUX DE L'INDEMNITÉ (1)	
	Par an	Par mois		Par an	Par mois
	FRANCS	FRANCS		FRANCS	FRANCS
<i>Officiers de tous grades (français, étrangers, indigènes).</i>			Sergent-chef :		
Général de division :			7 ^e , 6 ^e , 5 ^e , 4 ^e , 3 ^e et 2 ^e échelons	3.600	300
2 ^e échelon	7.250,16	604,18	1 ^{er} échelon	3.300	275
1 ^{er} échelon	6.624,36	552,03	Sergent :		
Général de brigade :			7 ^e , 6 ^e , 5 ^e , 4 ^e , 3 ^e échelons	3.600	300
2 ^e échelon	5.000,16	416,68	2 ^e et 1 ^{er} échelons	3.300	275
1 ^{er} échelon	4.800,96	400,08	Caporal-chef (tous les échelons)	3.300	275
Colonel	4.249,56	354,13	<i>Militaires non officiers à solde mensuelle des troupes coloniales.</i>		
Lieutenant-colonel	3.575,76	297,98	Aspirant de réserve pendant la durée légale	3.600	300
Chef de bataillon :			Adjudant-chef 7 ^e échelon	3.408	284
2 ^e échelon	3.274,54	272,88	Adjudant-chef 6 ^e et 5 ^e échelons	3.420	285
1 ^{er} échelon	3.000,96	250,08	Adjudant-chef 4 ^e et 3 ^e échelons	3.432	286
Capitaine :			Adjudant-chef 2 ^e et 1 ^{er} échelons	3.600	300
4 ^e échelon	2.949,36	245,78	Adjudant 7 ^e échelon	3.420	285
3 ^e échelon	2.775,36	231,28	Adjudant 6 ^e et 5 ^e échelons	3.432	286
2 ^e échelon	(²) 2.763	(²) 230,25	Adjudant (1 ^{er} au 4 ^e échelon)	3.600	300
1 ^{er} échelon	2.745,60	228,80	Sous-officier élève officier (avant 20 ans)	3.600	300
Lieutenant :			Sergent-chef (2 ^e au 7 ^e échelon)	3.600	300
4 ^e échelon	2.716,20	226,35	Sergent-chef 1 ^{er} échelon	3.300	275
3 ^e échelon	2.736	228	Sergent (2 ^e au 7 ^e échelon)	3.600	300
2 ^e échelon	(²) 2.888	(²) 240,66	Sergent (1 ^{er} échelon)	3.300	275
1 ^{er} échelon	3.108	159	Caporal-chef (tous les échelons)	3.300	275
Sous-lieutenant :			<i>Militaires non officiers de la gendarmerie, de la garde républicaine de Paris et de la garde républicaine mobile.</i>		
2 ^e échelon	3.168	264	Adjudant-chef :		
1 ^{er} échelon	3.408	284	Après 25 ans et après 30 ans	3.408	284
Sous-lieutenant de réserve pendant la durée légale	3.432	286	Avant 25 ans	3.420	285
<i>Militaires non officiers à solde mensuelle (3) des troupes métropolitaines (français et étrangers).</i>			Adjudant :		
Aspirant de réserve pendant la durée légale	3.600	300	Après 25 ans et après 30 ans	3.420	285
Adjudant-chef :			Après 20 ans	3.432	286
7 ^e échelon	3.408	284	Après 15 ans	(²) 3.576	(²) 298
6 ^e échelon	3.420	285	Avant 15 ans	3.600	300
5 ^e échelon	3.420	285	Maréchal des logis-chef :		
4 ^e échelon	3.432	286	Après 30 ans et après 25 ans	3.432	286
3 ^e échelon	3.432	286	Autres échelons	3.600	300
2 ^e échelon	3.600	300	Gendarmes :		
1 ^{er} échelon	3.600	300	Echelons après 30, 25, 20, 15, 11 et 8 ans	3.600	300
Adjudant :			Autres échelons	3.300	275
7 ^e et 6 ^e échelons	3.432	286	Elève garde et élève gendarme :		
5 ^e , 4 ^e , 3 ^e et 2 ^e échelons	3.600	300	Tous les échelons	3.300	275
1 ^{er} échelon	3.300	275	Auxiliaire indigène :		
Sous-officier élève officier (avant 25 ans)	3.600	300	Tous les échelons	3.300	275

(1) Correspondant à la solde de présence des militaires en activité.

(2) Application de la clause de sauvegarde.

(3) Autres que les cavaliers de manège et les militaires français des compagnies sahariennes dont l'indemnité sera calculée en fonction de leurs soldes spéciales.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Cours officiel des changes

11 avril 1939

Livre sterling	176,78
Dollar	37,76
Mark	15,17
Belga	6,35
Franc Suisse	8,46

Avis de concours

Par décision ministérielle en date du 18 avril 1939 un concours pour le grade de sous chef de bureau des services financiers s'ouvrira les 3 et 4 octobre 1939.

La date extrême de la clôture de la liste des inscriptions est fixée au 1^{er} août 1939.

Le nombre de places mises au concours est de six.

ASSURANCES

Par arrêté n° 206 du :

17 avril 1939. — M. Olympio Sylvanus, agent fondé des pouvoirs de l'United Africa Company Limited, est agréé comme représentant de la The Northern Assurance Company Limited.

DOMAINES

Terrains domaniaux

Par arrêté n° 225 du :

25 avril 1939. — Le nommé Christophe Esiaku, commerçant demeurant à Tsévié, est autorisé à occuper à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial située à Tsévié, constituant les lots n°s 23 et 24 du lotissement allemand du centre commercial de Tsévié, place du marché, d'une superficie totale d'environ dix-huit ares soixante douze centiares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges annexé au présent arrêté.

Par arrêté n° 226 du :

26 avril 1939. — Le sieur Eklou Zandji, acheteur de produits demeurant à Lama-Kara, est autorisé à occuper à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial située à Lama-Kara, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 57 du lotissement du centre commercial de Lama-Kara, d'une superficie d'environ huit ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges annexé au présent arrêté.

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1091, déposée le 13 avril 1939 le sieur Viale Raymond, profession d'avocat-défenseur, près la cour d'appel de l'A. O. F. demeu-

rant et domicilié à Lomé, ayant capacité suffisante aux fins des présentes, comme mandataire des nommés :

1^o — Laurence Comla Atakpah, né le 23 mai 1915 à Agou-Gare, y demeurant et domicilié.

2^o — Ewans Atakpah, né le 9 octobre 1920 à Agou-Gare, y demeurant et domicilié.

3^o — Vincent Atakpah, né le 9 avril 1921 à Agou-Gare, y demeurant et domicilié.

4^o — Emmanuel Atakpah, né le 2 juin 1925 à Agou-Gare, y demeurant et domicilié.

5^o — Irénée Atakpah, née le 6 février 1927 à Agou-Gare, y demeurant et domiciliée.

6^o — Lilly Atakpah, née le 16 avril 1929 à Agou-Gare, y demeurant et domiciliée.

7^o — Betty Atakpah, née le 1^{er} novembre 1932 à Agou-Gare, y demeurant et domiciliée.

8^o — Wistin Koffi Atakpah, né le 1^{er} mai 1937 à Agou-Gare, y demeurant et domicilié, tous les huit copropriétaires indivisément et par parts égales de l'immeuble ci-dessous décrit, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier sur lequel se trouvent édifiées diverses constructions en briques recouvertes de tôles à usage d'habitation, de magasins et de communs, d'une contenance totale de 16 ares 50 centiares, situé à Agou-Gare, cercle de Klouto et borné au nord par l'emprise du chemin de fer, en face de l'embranchement de la gare, à l'est par une route non dénommée, au sud et à l'ouest par Frantz Vouko; il déclare que ledit immeuble leur appartient pour l'avoir recueilli dans la succession de leur père feu James Walter Atakpah, de son vivant employé de commerce chez Société John Holt and Co (Liverpool) Ltd. et décédé à Agou-gare le 5 octobre 1937, sans laisser de testament, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir: le droit de propriété indivis et par parts égales des mandants sus-nommés.

Suivant réquisition, n° 1092, déposée le 13 avril 1939 le sieur Viale Raymond, profession d'avocat-défenseur, près la cour d'appel de l'A. O. F. demeurant et domicilié à Lomé, ayant capacité suffisante aux fins des présentes, comme mandataire des nommés :

1^o — Laurence Comla Atakpah, né le 23 mai 1915 à Agou-Gare, y demeurant et domicilié.

2^o — Ewans Atakpah, né le 9 octobre 1920 à Agou-Gare, y demeurant et domicilié.

3^o — Vincent Atakpah, né le 9 avril 1921 à Agou-Gare, y demeurant et domicilié.

4^o — Emmanuel Atakpah, né le 2 juin 1925 à Agou-Gare, y demeurant et domicilié.

5^o — Irénée Atakpah, née le 6 février 1927 à Agou-Gare, y demeurant et domiciliée.

6^o — Lilly Atakpah, née le 16 avril 1929 à Agou-Gare, y demeurant et domiciliée.

7^o — Betty Atakpah, née le 1^{er} novembre 1932 à Agou-Gare, y demeurant et domiciliée.

8^o — Wistin Koffi Atakpah, né le 1^{er} mai 1937 à Agou-Gare, y demeurant et domicilié, tous les huit copropriétaires indivisément et par parts égales de l'immeuble ci-dessous décrit, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cacaoyers et de diverses autres essences; d'une contenance totale de 3 hectares et 23 centiares situé à Agou, cercle de Klouto connu sous le nom de Akpotonou et

borné au nord par Tsotsou, à l'est par terrain à Titus, au sud par terrain à Fiognon, à l'ouest par le ruisseau Akpotonou. Il déclare que ledit immeuble leur appartient pour l'avoir recueilli dans la succession de leur père feu James Walter Atakpah, de son vivant employé de commerce chez Société John Holt and Co (Liverpool) Ltd. et décédé à Agou-gare le 5 octobre 1937, sans laisser de testament, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir : le droit de propriété indivis et par parts égales des mandants sus-nommés.

Le conservateur de la propriété foncière,
PHILIPPE.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi 30 mai 1939 à neuf heures trente, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Kpota, cercle d'Anécho, consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un trapézoïdale, sur lequel est édifiée une maison d'habi-

tation, d'une contenance de 9 ares 58 centiares et borné au nord par la voie-fermée Lomé-Anécho, au sud par une rue non dénommée, à l'est par un terrain domanial, à l'ouest par une rue non dénommée; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Akouety Bernard, profession d'instituteur, domicilié à Anécho, demeurant à Ahépé-Apédomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 11 février 1939, n° 1089.

Le samedi 3 juin 1939 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida, subdivision de Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, planté de cocotiers, d'une contenance de 4 ha. 52 ares 10 centiares et borné au nord par terrain à Fini, à l'est par terrain à Logossou Komahé, au sud par terrain à Alfred Acolatsé, à l'ouest par terrain à Agbo Zakpé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Eugénio Joao Amorin, agent de commerce, demeurant à Keta, domicilié à Lomé, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 14 mars 1939, n° 1090.

Le conservateur de la propriété foncière,
PHILIPPE.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1938

ACTIF

Actionnaires	231.500,00
Caisse, Banque de France & C. N. E. P.	95.030.736,32
Garantie de la Circulation	428.987.396,35
Disponibilités à vue à l'Etranger	13.500.889,32
Portefeuille	1.024.376.616,32
Avances couvertes par des garanties spéciales	19.234.745,53
Participations Financières	1.450.257,88
Avances sans intérêt aux Colonies	10.000.000,00
Avances contractuelles aux Colonies	49.649.939,89
Comptes-courants & Débiteurs divers	57.372.447,54
Immeubles	14.375.340,38
Comptes d'ordre & divers	4.085.082,99

Frs. : 1.718.294.952,52

PASSIF

Capital	50.000.000,00
Réserves	<div> <div> Fonds de prévoyance statutaire Réserve statutaire Réserve supplémentaire </div> <div> 17.500.000,00 1.945.332,37 3.890.664,80 </div> </div>
Provision pour remboursement de billets de banque adirés	55.000.000,00
Billets au porteur en circulation	1.162.957.915,00
Effets à payer	17.962.039,83
Comptes-courants & Créditeurs divers	235.815.324,23
Trésoriers-Payeurs Coloniaux (leurs comptes-courants)	66.610.551,62
Dividendes à payer	1.997.727,38
Clients & correspondants (leurs compte d'encaissement)	40.634.051,33
Effets en nantissement	29.902.155,34
Comptes d'ordre & Divers	26.019.807,02
Réescompte du portefeuille	3.598.674,21
Profits & Pertes : Bénéfice net du semestre	4.460.709,39

Frs : 1.718.294.952,52

Le Censeur,
BERARD

Le Directeur de la Succursale,
P. MENOU.